

Breton, commissaire d'une Europe dictatoriale dont les racines sont nazies



[Source : ripostelaique.com]

Par Bernard Germain

Thierry Breton est le prototype de ces individus « citoyens du monde », c'est-à-dire mondialiste pour qui défendre son pays est une injure et un gros mot.

Sans rentrer dans les détails de son parcours, il suffit de mentionner qu'il a commencé sa vie à l'école Alsacienne, comme les enfants de Pap Ndiaye, avant d'intégrer de prestigieuses écoles.

Devenu patron, il fut l'homme à la réputation de « killer » dont l'arrivée dans une entreprise signifiait qu'il allait rapidement y avoir du sang sur les murs afin que les comptes s'améliorent.

D'octobre 2002 à février 2005, il fut à la tête de France Télécom (donc mon « patron » puisque j'y étais salarié), nommé par le gouvernement avec pour mission de redresser les comptes de l'entreprise. Il y laissera un triste souvenir, car à l'initiative d'un plan de redressement, dont son successeur Didier Lombard récoltera les fruits, matérialisés d'une part, par des résultats économiques très favorables, et d'autre part, par une vague de suicides sans précédent, près de 40 salariés le payeront de leur vie en seulement quelques années du fait de la politique de gestion du personnel qu'il initia.

Thierry Breton laissera donc aux salariés de France Télécom le souvenir d'un patron ayant du cœur.

C'est cet individu charmant que l'on retrouve commissaire européen, nommé par Macron en 2019.

Il vient de se rappeler au bon souvenir des populations de l'Union européenne avec son récent discours sur les mesures qu'il entend imposer à tout le continent européen, contre les « discours de haine ou appelant à la révolte » en s'en prenant aux réseaux sociaux qui cautionneraient ces discours ou laisseraient prospérer ces discours sans réaction.

D'abord on pourra s'interroger sur ce que recouvrent les expressions « discours de haine » ou « discours appelant à la révolte ». Sous ces vocables, on peut mettre en cause presque tout.

Ainsi, si vous dites « il faut sauver la France de cette invasion migratoire incontrôlée », vous pouvez être mis en cause parce qu'auteur d'un « discours de haine » contre les migrants, ou comme « discours appelant à la révolte » pour sauver la France. Donc, tomber sous le coup de la Loi sans oublier que les réseaux sociaux publiant ces paroles devraient être coupés pour avoir accepté de vous diffuser.

En clair, vous ne pourrez quasiment plus rien dire si la « police » (des milliers de personnes scrutant les réseaux sociaux) mise en place par le commissaire Thierry Breton le décide. Donc une sacrée épée de Damoclès au-dessus de la tête des réseaux sociaux.

Inutile de tourner autour du pot, si ce que veut instituer Thierry Breton à compter du 25 août prochain devient une réalité, ce sera l'instauration d'une authentique dictature.

Et tous les pays de l'Union européenne seront tenus d'appliquer cette politique, car l'adhésion à l'UE des pays membres leur impose de les respecter, car supérieurs à toutes les législations nationales.

Mais est-ce bien étonnant ?

Pas du tout, car peut-être certains vont-ils le découvrir à cette occasion, mais l'Union européenne est une véritable dictature depuis sa création qui plonge ses racines dans le nazisme.

Tout d'abord, il nous faut rappeler ce que beaucoup de monde a oublié ou veut cacher, à savoir que le nazisme avait lui aussi comme projet la construction d'une « Nouvelle Europe ». Le 9 mai 1938, Adolf Hitler se rendit en Italie pour rencontrer Benito Mussolini afin de mettre sur pied les principes de cette nouvelle Europe, dictature placée sous contrôle allemand. À la suite de cette rencontre, du 21 au 25 juin 1938, le gouvernement nazi envoya à Rome des experts juridiques afin de jeter, avec l'Italie, les bases d'un cadre juridique de coopération pour la réalisation de ce projet.

Le journal italien La Stampa du 26 juin 1938 rendra compte de cet événement, indiquant que les deux experts allemands (juristes) qui firent le déplacement étaient les professeurs Klaising et Hallstein. Intéressons-nous à ce dernier, Walter Hallstein. C'était un professeur de droit, éminent juriste allemand. En 1936, il fut nommé doyen de la faculté de Rostock. Nazi convaincu, il fut le personnage essentiel pour la rédaction des textes qui définissaient l'Europe que souhaitait construire Hitler.

Une gigantesque campagne sera menée en Europe autour de ces thèmes afin de promouvoir le concept de « Das neue Europa ». Le journal français « Paris soir » titrera en première page, le 1er février 1941 : « 1941 sera l'année du

grand regroupement de l'Europe, a déclaré le Führer à Berlin. » Le discours officiel de l'Allemagne n'était donc nullement d'humilier les vaincus, mais de leur tendre la main pour constituer et construire avec eux cette nouvelle Europe.

La France du Maréchal Pétain acceptera de « collaborer » à ce projet de construction européenne. Une exposition « La France Européenne » sera d'ailleurs inaugurée à Paris au Grand Palais, avec les nazis, le 6 juin 1941. On voudra bien relever au passage que le terme infamant de « collaboration » est utilisé de nos jours juste pour dire que les « collabos » étaient les complices des nazis.

Un pays vaincu, ou un gouvernement, ne « collabore » pas avec son vainqueur. Dit comme cela, ça n'a aucun sens.

Le Larousse donne cette définition au mot collaboration : « Action de collaborer, de participer à une œuvre avec d'autres ».

« Participer à une œuvre avec d'autres »... c'est cela le sens à prendre en compte. Et à quoi collaborait le gouvernement de Vichy ? À la construction de la « Neue Europa » voulue par Adolf Hitler. C'est notoirement oublié ou volontairement caché et le vocable « collaboration » est utilisé de manière particulièrement réductrice. La collaboration ne se limitait donc pas à la chasse aux Juifs avec l'Allemagne.

Pour preuve, 6 jours après la poignée de main à Hitler, le Maréchal Pétain prononcera un discours, le 30 octobre 1940, dans lequel il déclarera :

« C'est dans l'honneur et pour maintenir l'unité de la France – une unité de 10 siècles – dans le cadre d'une activité constructive du nouvel ordre européen que j'entre aujourd'hui dans la voie de la collaboration ».

À la fin du conflit, les USA vont récupérer de nombreux nazis (savants, militaires, hommes du renseignement, etc.), les « recycler » puis les renvoyer en Europe pour servir leurs intérêts. Parmi eux, Walter Hallstein, l'homme qu'Hitler avait envoyé en Italie pour jeter les bases juridiques de la « Neue Europa ». Officier nazi, intégré dans la Wehrmacht comme tout homme de 12 à 60 ans vers la fin du conflit, il fut capturé par les Américains, le 26 juin 1944 à Cherbourg.

Interrogés par les Américains, ces derniers se rendent rapidement compte de l'importance du personnage et l'exfiltrèrent vers les USA dans le cadre du programme « Paperclip ». Il sera emprisonné, dans le Mississippi, au « Camp Como » réservé aux prisonniers de guerre.

Puis dans le cadre de l'opération « Sunflower », il est transféré à Fort Getty (Rhode Island) pour y suivre une formation à la démocratie américaine. Formation destinée aux prisonniers de guerre allemands.

Il sera ensuite libéré et renvoyé en Allemagne où il exercera d'abord son métier de professeur de droit. Il entre en politique à la CDU et devient le Secrétaire d'État aux Affaires étrangères du chancelier Konrad Adenauer, en 1951. Seulement 6 ans après la fin de la guerre et malgré son lourd passé nazi !

À ce poste, il va élaborer la « Doctrine Hallstein » et négocier, au nom de la RFA (contrôlée par les Américains) les modalités de la construction européenne. Oui, vous avez bien lu. Le nazi Hallstein, qui avait conçu le projet européen d'Adolf Hitler est chargé, moins de 7 ans après la fin de la guerre, de mettre au point les modalités de la construction européenne. On croit rêver...

Hallstein va tout simplement ressortir son dossier de 1938, enlever ce qui fait mauvais genre (la race aryenne, l'épuration des Juifs...) et le réutiliser. En maintenant le côté « dictatorial » de ce projet à savoir une direction constituée de technocrates non élus qui imposeront leurs volontés aux États membres de cette Union européenne. Il va également préparer et cosigner, avec le chancelier Adenauer, le Traité de Rome le 25 mars 1957.

Dans sa première version, c'était l'Allemagne qui chapeautait le tout. Ce sont dorénavant les USA. Ceux qui tirent dans l'ombre les ficelles et qui sont les vrais pilotes du système. Il y a aussi ce que nous appellerons le secteur « privé ». Les grands groupes pétroliers et chimiques, les plus grandes banques et instituts financiers, qui exerceront un lobbying constant afin que les décisions prises aillent dans le sens de leurs intérêts. À cela s'ajoute un exécutif, non élu, constitué de la Commission européenne et d'un Président. Enfin, un Parlement européen qui est chargé de voter ce que souhaite la Commission européenne. Ce Parlement européen, sans aucun véritable pouvoir, sera élu par le peuple des différents pays.

C'est exactement ce qui fut mis en place et que nous pouvons constater de nos jours. Il s'agit donc d'un système parfaitement dictatorial avec un léger vernis démocratique constitué par l'élection des députés européens. Afin de sauver les apparences. Pour couronner le tout, Walter Hallstein fut le premier président de la Commission européenne de 1958 à 1967. Si vous avez la curiosité de vous rendre sur le site de l'Union européenne, vous ne trouverez aucune trace de ce qui précède. Pourtant ces faits sont avérés et vérifiables sans aucune difficulté.

Comme l'avait indiqué Viviane Reding (commissaire européenne), l'Union européenne réécrit son histoire au fur et à mesure « *pour mieux répondre aux détracteurs* ». À l'époque, gaullistes et communistes représentaient ensemble près de 60 % des électeurs. Les communistes, entre autres, ont dénoncé dans leur presse ces faits, notamment le « recyclage » d'anciens nazis ainsi que la domination américaine du système en train de se mettre en place. Pour toutes les générations ayant connu cette période, cette réalité était incontestable. Aujourd'hui, tout le monde a oublié et tout est fait pour cacher cette réalité historique aux nouvelles générations.

Ajoutons pour finir sur ce point qu'Hallstein présentera en 1965 un plan préconisant ouvertement une « Europe fédérale ». De Gaulle mettra immédiatement son veto à ce projet et engagera la « politique de la chaise vide ». Pour lui, préserver l'indépendance nationale de la France était la priorité absolue. Le général aura gain de cause et obtiendra par les Accords de Luxembourg l'instauration d'un droit de veto. Il obtiendra également le départ de Hallstein en 1967.

Mais dès le retrait de la vie politique de De Gaulle en 1969, cette position très réticente de la France cessera et la marche à la construction de l'Europe d'Hallstein reprendra son cours sans plus trouver aucun opposant en France.

La construction européenne se fait sur le principe d'une roue à cliquet. Chaque étape franchie rend impossible tout retour en arrière.

Depuis l'Europe de Maastricht en 1992, les États ont accepté de renoncer à leur indépendance nationale.

C'est l'Europe qui décide et impose à tous les États sa politique.

Dit autrement, les USA ont imposé la mise en place d'un système dont ils sont les principaux bénéficiaires, authentique dictature, dont les membres non élus imposent aux populations des pays membres des politiques sur lesquelles ils n'ont plus aucun moyen d'agir.

Ainsi en est-il de la politique d'immigration, de la politique de l'énergie, des énergies renouvelables, de la politique de défense, etc.

Alors, oui, la politique qu'entend imposer Thierry Breton est un véritable scandale démocratique.

L'Union européenne déclare ouvertement qu'elle va contrôler ce qu'elle considère « politiquement correct » et quiconque osera s'élever contre ou promouvoir une politique contraire sera impitoyablement puni, voire détruit.

Seuls les naïfs peuvent s'étonner de cela. C'est l'essence même de l'Union européenne d'être ainsi.

La seule solution sérieuse est de sortir de ce système qui est une véritable dictature, notamment en activant l'article 50 du traité européen.

Vous verrez que l'an prochain... tous les candidats se présenteront à vos suffrages pour les élections européennes en déclarant : « Votez pour moi POUR UNE AUTRE EUROPE ».

Comme si cette Europe était modifiable, alors que c'est un piège mortel pour tous les pays membres.

Mais nous aurons le temps de reparler de tout cela...

Bernard GERMAIN